

Réguler, conseiller, éduquer ? Comment les politiques publiques encadrent-elles l'argent des ménages ?

*Jeudi 13 octobre 2016, 9h-18h
Centre de Sociologie des Organisations, 19 rue Amélie 75007 Paris
Métro La Tour Maubourg (ligne 8)*

Journée d'étude organisée par Jeanne Lazarus

**Comité scientifique : Marie-Emmanuelle Chessel, Nicolas Delalande,
Sophie Dubuisson-Quellier, Nicolas Duvoux, Yohann Morival, Ana
Perrin-Heredia**

La France connaît depuis quelques années une effervescence politique autour de l'argent des ménages : multiples réformes de la procédure de surendettement, intégration de « l'inclusion bancaire » comme l'un des objectifs du plan pluriannuel de lutte contre la pauvreté de 2013 ; mise en place d'un observatoire de l'inclusion bancaire à la Banque de France en 2014 ; obligation faite aux banques de détecter leur « clientèle fragile » ; expérimentation des « Points conseil budget » - lieux dédiés à la prévention des difficultés financières ; lancement d'une stratégie nationale d'éducation financière (rapport du CCSF de janvier 2015)... Ces réformes suivent deux voies : il s'agit de réguler le marché des produits financiers destinés aux particuliers tout autant que d'encadrer les pratiques monétaires des ménages.

Ce mouvement observable en France s'inscrit dans une dynamique internationale, stimulée par les organisations internationales comme l'OCDE ou le FMI, qui depuis le début des années 2000 se préoccupent des pratiques monétaires des ménages, et en particulier de leur épargne en vue de la retraite. Pour faire face au « risk shift » (Hacker, 2007), c'est-à-dire à l'individualisation de la prévention de risques auparavant pris en charge par les Etats-providence, dans de très nombreux pays les banques centrales et les ministères de l'économie ont mis en place des programmes d'éducation financière. La crise de 2007 a accentué ce programme politique, démontrant les potentielles conséquences macro-économiques des pratiques individuelles. Dès lors, un certain nombre de questions qui semblaient jusqu'alors relever des politiques sociales sont devenues des enjeux de politiques économiques.

Cette journée d'étude interdisciplinaire, réunissant sociologues, historiens et économistes, sera consacrée aux politiques publiques d'encadrement des pratiques monétaires en cherchant à comprendre de quelles définitions de l'intégration sociale et de la citoyenneté ces politiques sont issues et celles qu'elles engendrent. La situation française contemporaine sera particulièrement étudiée mais des travaux centrés sur des pays et des époques différentes permettront d'opérer des déplacements de perspective, et de faire apparaître les spécificités de chaque situation.

- 9h : accueil des participants
- 9h30-9h45 : Introduction,
 - **Jeanne Lazarus** (Sciences Po)

Présidente de séance du matin : **Ana Perrin-Heredia** (CURAPP-ESS, Université d'Amiens)

- 9h45-11h : Séance 1, Une mesure monétaire de la citoyenneté ?
 - **Pierre Concialdi** (Institut de recherche économique et sociale), *Les budgets de référence : une approche monétaire de la participation sociale.*
 - **Michael Zemmour** (CLERSE, Université Lille 1), *Qui sont les bénéficiaires des dépenses socio-fiscales ?*
- 11h15-12h30 : Séance 2, Qu'est-ce que le surendettement ?
 - **Viviane Fernandes** (Musée national, Universidade Federal do Rio de Janeiro), *Among conversations, documents and spreadsheets: the calculation of overindebtedness.*
 - **Pauline Grégoire-Marchand** (Ecole d'Economie de Paris), *Chute et rechute dans le surendettement: comment étudier les parcours et évaluer l'efficacité des procédures de surendettement?*
- 12h30- 14h00 : Déjeuner sur place

Présidente de séance après-midi : **Marie-Emmanuelle Chessel** (CSO, Sciences Po)

- **14h-15h15 : Séance 3, Historiciser la construction des conduites économiques**
 - **Nicolas Delalande** (CHSP, Sciences Po), *Financer la guerre et transformer les conduites économiques des catégories populaires : l'économie politique des appels à l'emprunt dans les empires français et britannique en 14-18.*
 - **Sabine Effosse** (IDHES, Université Paris 10-Nanterre) , *L'encadrement du crédit en France* (à confirmer)

- **15h30-16h45 : Séance 4, L'éducation comme régulation ?**
 - **Marcus Wolf** (University of Bremen), *The ambiguous role of consumer organizations in EU financial regulation - the fight between market expansion and consumer protection*
 - **Jeanne Lazarus et Yohann Morival** (CSO, Sciences Po), *Les points conseils budgets : faire évoluer les frontières entre surendettement et protection sociale*

- **17h-18h : Table ronde, La financiarisation du traitement social de la pauvreté ?**

Modératrice : **Jeanne Lazarus** (Sciences Po)

- **Stéphane Tourte** (Directeur des particuliers, Banque de France)
- **François Soulage** (Ancien président du Secours Catholique, président du comité de pilotage des points conseil budget).
- **Nicolas Duvoux** (CRESPPA-LabToP, Paris 8)
- **Pascale Moulévrier** (CENS, Université de Nantes)

Pour s'y rendre :

Centre de Sociologie des Organisations
19 rue Amélie, 75007 Paris
Métro La Tour Maubourg (ligne 8)

